

GRÈVES POUR LE RETRAIT OU GRÈVE JUSQU'AU RETRAIT!

Le mouvement social contre la loi Travail, qui se traduit par des grèves et des manifestations importantes, ne reflue pas malgré les semaines qui passent. Quelles leçons devons-nous en tirer?

Avant toute chose, il s'agit d'un démenti cinglant à tous ceux qui voudraient reléguer la lutte des classes dans les poubelles de l'histoire. Ce qui ne veut pas dire pour autant que la situation soit simple, elle est, tout au contraire, pétrie de contradictions.

La classe ouvrière se mobilise pour la défense de ses droits mais elle se trouve confrontée à de multiples obstacles.

D'abord un gouvernement dont la seule réponse aux grévistes et manifestants est la répression policière et le mépris affiché ouvertement par les déclarations des Valls, Macron et consorts. Cette attitude est la résultante d'une situation historique. La cinquième République ne se situe même plus dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le gouvernement Hollande-Valls n'a plus aucune marge de manœuvre tant il est pieds et poings liés, soumis aux diktats de l'Union Européenne.

Nous avons maintes fois analysé la nature de ce monstre froid dans ces colonnes mais il n'est pas inutile d'y revenir même rapidement puisque la redondance est pédagogique.

L'Union Européenne est, à mes yeux, une résurgence du Saint Empire Romain Germanique qui concentre toutes les menaces.

Elle est cléricale. Sa doctrine économique est issue de la doctrine sociale de l'Église et peut se résumer en deux mots: subsidiarité et corporatisme.

Elle est totalitaire et antidémocratique. Notre camarade Alexandre Hébert parlait volontiers et à juste titre du quatrième Reich. L'histoire nous a démontré que la démocratie et l'empire étaient antinomiques. Tel est bien le cas lorsque des bureaucrates non élus imposent leurs lois aux parlements nationaux, tel est bien le cas lorsqu'un gouvernement, à la solde des commissaires européens, répond par la seule répression aux revendications des travailleurs.

Elle est antisociale et s'attelle à la destruction de toutes les conquêtes de la classe ouvrière (retraites, sécurité sociale, droit du travail...). C'est donc tout à fait logiquement que Moscovici, commissaire européen, exige le vote de la loi Travail en France. Cette loi Travail, combattue par la classe ouvrière et la jeunesse françaises, est la transcription fidèle des directives européennes. D'ailleurs, une loi très semblable est portée par le gouvernement belge et, les mêmes causes produisant les mêmes effets, est violemment contestée par les travailleurs belges.

S'il est dans l'ordre des choses que la classe ouvrière s'affronte à l'État bourgeois, on peut légitimement se poser la question des stratégies syndicales.

Passons sur les «syndicats» ouvertement liés au pouvoir tels la CFDT ou l'UNSA qui soutiennent la loi Travail.

Pourquoi la CGT-FO, la CGT, SUD et la FSU s'obstinent-elles à organiser des grèves «saute-moutons»?

Certains appareils syndicaux ne joueraient-ils pas la carte de l'accompagnement de «la réforme» tout en donnant l'impression de s'opposer?

Certes, la grève générale ne se décrète pas. C'est là une leçon de l'histoire dont on peut néanmoins se demander si elle ne sert pas d'alibi à certains bureaucrates syndicaux. Le 31 mars, alors que la grève était à son point culminant, que plus d'un million de travailleurs avait battu le pavé de toutes les villes de France, n'était-il pas de la responsabilité des confédérations syndicales d'appeler les travailleurs à se réunir en assemblées générales pour discuter de la reconduction de la grève?

En lieu et place, le Bureau confédéral de la CGT-FO a multiplié les contre-feux. Ce fut d'abord l'appel à l'organisation d'un référendum sur la loi Travail qui déporterait l'action syndicale sur un terrain politique particulièrement glissant. Dans la même logique, le secrétaire général de la CGT, Martinez, se veut législateur en proposant un «Code du Travail du XXI^{ème} siècle». Puis germa, dans l'esprit fertile de brillants syndicalistes, l'idée lumineuse d'une votation dans les entreprises. Inutile de développer: votation - piège à cons.

Cette pusillanimité peut sans doute s'expliquer par l'appartenance des centrales syndicales à la *Confédération Européenne des Syndicats* (CES) qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de l'*Union Européenne* dans le mouvement ouvrier. Ceux qui auraient pu sincèrement en douter ne peuvent passer sous silence l'appui de la CES aux mesures d'austérité économique prises par le gouvernement grec, pour ne prendre que cet exemple. Il faut ouvrir le débat pour que les syndicats ouvriers quittent cette CES qui menace leur indépendance.

Malgré toutes ces manœuvres et la répression gouvernementale, malgré la désinformation des médias aux ordres, les grèves se multiplient: dans les transports, les raffineries de pétrole, les centrales nucléaires, les aéroports... Les organisations syndicales ont décidé d'organiser une journée de grève avec manifestation nationale à Paris. Il y a fort à parier que certains envisagent cette journée comme un chant du cygne. Rien ne dit pour autant que la classe ouvrière en lutte ne s'emparera pas de l'occasion pour «déborder» les appareils.

Il faut en finir avec les journées d'action à répétition. Il n'y a pas d'autre issue que la grève générale, la grève jusqu'au retrait de la loi Travail.

Christophe BITAUD.

DU COLLECTIF BRESTOIS CONTRE LA LOI TRAVAIL:

PAS DE NÉGOCIATION, PAS DE DISCUSSION AVEC LE GOUVERNEMENT DES PATRONS !

Suite aux déclarations des leaders nationaux CGT et FO, le collectif brestois contre la loi travail s'interroge: les grandes directions syndicales qui se montraient déterminées à obtenir le retrait de la loi travail, s'apprêteraient-elles finalement à négocier avec le gouvernement et le MEDEF? A abandonner, par exemple, la lutte contre le Compte Personnel d'Activité, qui est un futur fichier numérique de chaque salarié-es?

Mailly (FO) et Martinez (CGT) manifestant pour le retrait de la loi travail...

Tirant profit de la lutte, c'est en fait leur place dans le «dialogue social» que les grandes directions syndicales défendent en se focalisant sur l'article 2.

Partout, la mobilisation contre la loi travail et son monde se développe. Le Collectif brestois contre la loi travail appelle les syndiqué-es et les non-syndiqué-es, chômeurs et chômeuses, précaires à s'auto-organiser pour une structuration du mouvement qui ne doit pas reposer uniquement sur les centrales syndicales et leur calendrier.

Déjà, une coordination nationale des collectifs en lutte se met en place. Dès à présent, organisons la lutte contre la loi travail et son monde au-delà de la journée d'action du 14 juin.

Ni amendable, ni négociable.

Que la loi travail dégage!

Et qu'elle ne revienne jamais!»

Mail: collectif.brestois@gmail.com

OBSERVATIONS D'UNE MILITANTE DES CÔTES D'ARMOR...

Nous constatons, dans le département, au cours des nombreuses journées de grève et de manifestation pour le retrait définitif et total du projet de la loi «*travail*», que les salariés se mobilisent mais «*en alternance*». Nous autres syndicalistes, nous souhaitons une grève, massive, bloquant tout le pays, propre à nos représentations type 1936 (est-ce un mythe?).

Aujourd'hui, les modalités des salariés sont différentes. Des grèves issues de revendications précises se déclarent dans des entreprises du privé comme à la Cooperl ou dans le public avec la grève des agents de la mairie de Saint-Brieuc. Les grévistes sont déterminés et poursuivent ces mouvements en tournant sur les postes de façon à enrayer le bon fonctionnement des boîtes.

Nous favorisons aujourd'hui, comme intervention, la proximité et la rencontre des salariés. Lorsque nous tractons sur les ronds-points, dans des lieux stratégiques comme un restaurant social ou que nous occupons la place devant la *Maison pour l'Emploi* de Lannion, les salariés comprennent le combat mené contre la loi El Komhri. Ils ne sont pas indifférents et viennent à notre rencontre. Nous ne pouvons entendre comme certains se complaisent à le répéter: «*Les gens ne voient rien*». Au contraire nous faisons le constat que les salariés sont lucides sur ce projet d'asservissement, mais leur marge d'action est étroite. Notre besoin de liberté et d'indépendance a été noyauté par la consommation, nous sommes enchaînés par les crédits.

La première action choisie est la syndicalisation. Nous voyons des salariés d'une boîte qui viennent se syndiquer à plusieurs, dans l'action sociale entre autre, mais c'est la même démarche dans les autres secteurs d'activité où les militants de notre OS sont identifiés. Leur démarche est en groupe. Ils nous le disent: «*Maintenant, il faut que nous nous battions à nouveau comme nos parents!*». Donc, la nécessité de lutte de classe est réactivée.

Les salariés ne se trompent pas, ils se tournent vers les syndicats combatifs, nous avons des adhérents de la CFDT qui basculent le Comité d'entreprise (CE) d'une structure de l'action sociale, à Lannion, à FO. Il en est de même à la *Communauté de communes de Saint-Brieuc*, un bastion de ce syndicat patronal. Ces nouveaux adhérents viennent pour mener la bagarre dans les boîtes et n'attendent pas de nous des directives ou autres messes dites.

Tous ces constats ne peuvent que nous encourager à continuer inlassablement le travail syndical.

Autre constat, la CGT qui se présente comme la force de la mobilisation, se détourne, sous prétexte «*d'autonomie des syndicats de boîte*», des mouvements de grève de ces salariés. Elle nous accuse également, lorsque nous les rejoignons en détournant le parcours de manifestation, de ne pas suffisamment lutter contre la loi Travail. Quel meilleur moyen pour détruire la convergence des luttes que de laisser les grévistes, seuls, pendant l'occupation de leur lieu de travail !

Il n'est pas certain qu'une mobilisation des plus massives détourne le gouvernement du projet européen de détruire systématiquement l'organisation de notre société, protection des plus faibles, solidarité entre les générations, entre les travailleurs et les privés d'emploi, le service public, la sécurité sociale... Regardons ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal ! La violence policière et le 49,3 en sont les preuves.

Nous nous trouvons sur le fil. L'amplification du combat s'impose mais n'écarte pas la question : jusqu'où?

Christine (3 juin 2016)

AH ÇA IRA, ÇA IRA, ÇA IRA...!

Monsieur le Président,

Je vous fais cette lettre que vous lirez peut-être, si vous en avez le courage!

ÉCOUTEZ NOTRE RAGE.

Cessez de mentir aux citoyens que nous sommes et qui nous rebellons !

«*Cela va mieux*», avez-vous l'audace d'affirmer! Pour qui nous prenez-vous, monsieur le Président, quand vous prétendez que la France «*va mieux*» et que vous vous baladez, vous et vos valets, dans le monde entier pour brader notre savoir-faire? Que nous soyons chômeurs (ou bien en «*formation*» pour diminuer les chiffres des statistiques), étudiants, salariés, retraités, médecins ou petits patrons, vous nous faites bien rire, jaune certes..., mais rire!...

Il n'y a que votre rémunération qui tient dans la grande hécatombe que vous appelez «*une bonne réforme*»!

Casser le *Code du Travail*, avec le sourire, doit faire rougir de rage Jean Jaurès et Léon Blum dont les fantômes viennent vous chatouiller les pieds la nuit, ou ceux de vos larbins. Pas vrai, monsieur le Président?

Nous nous essoufflerions, dites-vous? Même le *Conseil national de l'Ordre des médecins* s'alarme; plus de médecins du Travail pour les salariés!...

Et quand nous tombons malades, il n'y a qu'à voir la pénibilité des conditions de travail des médecins qui nous soignent pour comprendre qu'il y a un malaise!

- En décérébrant les «*élites*» via vos réformes loufoques de l'*Instruction publique*, vous condamnez la langue française au verlan phonétique, ce qui mène, comme on l'a vu, au verlan fanatique des «*banlieues*»,

- En castrant les médecins, vous les remplacez par des diplômés étrangers, dont on découvre, seulement après qu'ils aient édenté toute une population, qu'ils étaient des escrocs...Oui, on le sait, «*les sans-dents*» ce n'est pas votre truc!

- Même en contrôlant les appareils syndicaux qui trouvent la grève générale «*pas très morale*», sachez, monsieur le Président, que les p'tits pois, ça ne pèse pas très lourd et que nous ne sommes pas dupes!

C'est le TRAVAIL que vous assassinez, monsieur le Président, sous les ordres de Bruxelles et du FMI. Avec le «*dumping social*» généralisé du «*coût*» du travail, vous faites un rêve, n'est-ce pas? Tous les Français (sauf vous, vos valets, quelques footballeurs et quelques grands-patrons) au «*Revenu Universel*»!

Empêcher des jeunes d'être médecins, en réduisant sciemment le *numerus clausus*, en clamant haut et court que les dépenses de santé sont insoutenables, et ce depuis 1990, cela a ouvert la voie au plan Juppé de 1995, créant des chômeurs de plus, et à des catastrophes sanitaires, maintenant visibles.

Aujourd'hui, votre gouvernement se félicite de la diminution du déficit de la Sécurité sociale, et comme le disait monsieur Gilles Johonet, alors directeur de la *Caisse nationale d'assurance maladie* (CNAM), «*Pour diminuer les dépenses de santé, il suffit de diminuer l'offre de soins*»!...

Malgré toute votre propagande, ce ne sont pas les jeunes médecins qui ne veulent pas s'installer dans «*les déserts médicaux*» (y compris Paris, comme entendu sur *France Culture*, à 7h, le 2 juin 2016) c'est qu'il n'y a plus assez de médecins pour répondre aux besoins de l'augmentation et du vieillissement de la population, sur l'ensemble du territoire.

Le management forcé des structures et des hommes ne s'applique pas à tout, sauf à aboutir à de graves dégâts...dans cette civilisation du chiffre!

Et ne dites pas que «*le transhumanisme*» va résoudre tout cela, même si, en filigrane, c'est bien la solution pensée par vos économistes de la santé, imaginant que manipuler l'ADN de nos concitoyens permettra d'éliminer ces maladies que, jusqu'à présent, les médecins avaient la charge de traiter. En déficit d'éthique, comme nous le sommes, toutes les turpitudes deviendront possibles...

Et voilà que Neptune vient à votre rescousse! Alors que règne un climat d'insurrection et que se profile la grève générale... les inondations viennent «*noyer le poisson*»...

Nous ne vous ferons pas de mauvais procès. Vous n'êtes pas, seul, responsable ni de ces urbanisations massives, ni de la disparition du bocage qui font sortir les rivières de leur lit. Mais, du bon sens, s'il vous plaît! Car, sachez-le, vos concitoyens n'en manquent pas, ouvrent les yeux et sont prêts à sortir de leurs gonds...

A bon entendeur, salut!

Furaxissimus (7 juin 2016)

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 32 euros. Abonnement de soutien: 40 euros.
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER - N° CCP 9998 28D Nantes
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur: Christophe BITAUD

Union des Anarcho-Syndicalistes: <http://www.uas-pelloutier.fr>
